

Thierry Breton : « un investissement transversal et à plusieurs échelles dont nous récolterons les fruits à l'avenir. »



Thierry Breton, commissaire européen chargé du Marché intérieur. (John Thys, AFP)

Propos recueillis par Samy Masmoudi
30 novembre 2023 | ⌚ 6 minutes

Au cours de notre interview accordée à Thierry Breton, le Commissaire au marché intérieur souligne la faisabilité financière de la directive proposée par la commission.

Comment la Commission européenne envisage-t-elle de mobiliser des ressources financières pour soutenir les initiatives ambitieuses énoncées dans la directive sur la politique d'asile et migration ?

Je suis ravi que vous reconnaissiez l'ambition de notre projet, c'était notre objectif principal. Cependant, malgré cette ambition, seule une partie limitée de nos propositions entraîne une augmentation des coûts pour l'Union. Nous devons prendre en compte à la fois les intérêts des États membres et la sécurité ainsi que le respect des droits fondamentaux des ressortissants de pays tiers. Cela implique des engagements de l'Union et nécessitera une mobilisation accrue de ressources financières, notamment via le Fond asile migration intégration, qui sera renforcé dans le cadre de cette directive. En tant que commissaire au numérique, je dois également aborder l'implication des nouvelles technologies dans ce domaine. Pour des réponses plus spécifiques sur d'autres sujets relevant de l'expertise d'autres commissaires, je vous invite à les contacter directement.

Careers at POLITICO

Business Development Manager Finance Sector (London or Brussels)
Location: Brussels | Department: Sales & Biz Dev

Campaign Manager, Maternity Cover (London, Brussels, Paris or Berlin)
Location: London | Department: Sales & Biz Dev

Business Development Associate, Media Solutions (Brussels)
Location: Brussels | Department: Sales & Biz Dev

[ALL JOB POSTINGS](#) > [CAREERS AT POLITICO](#) >

Pouvez-vous détailler les sources de financement spécifiques que la Commission prévoit d'utiliser pour mettre en œuvre les propositions du Pacte Asile et Migration notamment le Fonds européen asile, migrations et intégration ?

Le financement global du Pacte sur la migration et l'asile, est en effet un sujet vaste. Pour la directive retour, au cœur de nos préoccupations actuelles, nous avons exploré plusieurs options. La Commission européenne a déjà augmenté son budget à hauteur de 5,6 milliards pour Frontex sur la période 2021-2027 et s'est engagée à financer jusqu'à 10 000 postes de garde-frontières d'ici 2027, tout en envisageant une extension de ses compétences. Ces actions nous permettront de soutenir et de concrétiser les propositions discutées dans la directive.

En abordant le domaine de l'intelligence artificielle, les coûts, bien qu'ils puissent sembler considérables, ne doivent pas être seulement associés à la directive retour, mais plutôt à la stratégie globale de l'Union dans ce domaine. À mes yeux, ces coûts représentent des investissements dans des technologies à usage transversal. De plus, leur développement se fera en partenariat avec le secteur privé, nous permettant de bénéficier de leur expertise tout en rationalisant les coûts.

La Commission prévoit-elle des partenariats avec les États membres ou d'autres acteurs pour garantir la viabilité financière de ses propositions ?

Pour assurer la viabilité financière de nos propositions, permettez-moi de revenir sur la fin de ma réponse précédente. Nous envisageons de mettre en place des partenariats avec des entreprises leaders dans le domaine de l'intelligence artificielle au sein du territoire de l'Union européenne pour son utilisation aux frontières. Ces partenariats viseraient à collaborer sur la recherche et le développement de ces outils, ainsi qu'à offrir une formation technique de pointe mais surtout continue qui permettra de rester à jour sur des technologies en constante évolution. Ce modèle permettrait de réduire les coûts pour l'Union et les États membres tout en offrant une formation de qualité dispensée par les créateurs de ces outils. Parallèlement, la formation sur le respect des droits fondamentaux, par exemple, pourrait être soutenue par des ONG spécialisées dans ce domaine.

Comment la Commission européenne entend-elle assurer la transparence et la responsabilité dans l'allocation des ressources financières pour les initiatives liées à la politique d'asile et migration ?

Avant toute attribution, la Commission requiert la réalisation d'études d'impact. Ces études sont cruciales pour une évaluation préalable nécessaire à l'allocation de ressources, mais surtout pour garantir la sécurité de tous, tout en respectant les valeurs européennes. Nous espérons que cela s'inscrira dans le cadre d'une réglementation générale clairement définie par l'Union en ce qui concerne l'intelligence artificielle (IA). En ce qui concerne la transparence et la responsabilité, l'attribution des ressources se fera par le biais de candidatures à des appels à projets européens.

Most Read Articles

1. Donald Tusk
NOVEMBER 28, 2023 | 10:18 PM CET
2. Netanyahu: Don't accuse me of boosting Hamas with Qatari money
NOVEMBER 28, 2023 | 9:19 PM CET
3. Elvira Nabiullina
NOVEMBER 28, 2023 | 9:32 PM CET
4. Russia to US: You won't win the next arms race
NOVEMBER 29, 2023 | 10:28 AM CET
5. EU's von der Leyen urges youth to reverse Brexit
NOVEMBER 29, 2023 | 12:20 PM CET



Un cahier des charges précis et accessible à tous sera établi avant la sélection des bénéficiaires de ces ressources. De plus, les résultats de ces attributions de fonds seront rendus publics. Le système d'appel à projets engage la responsabilité légale et financière des acteurs sélectionnés.

Par ailleurs, les questions de transparence et de la responsabilité évoquées à l'article 34 de la directive démontrent la pleine conscience de la Commission à ces questions. La mise en place d'un mécanisme de contrôle semestriel par les États membres, tel que mentionné à l'article 36, fera donc obligatoirement remonter régulièrement ces questions. Cette méthode permettant aussi un suivi par le Conseil. Ainsi notre contrôle, si je comprends bien votre question, s'appliquera également dans ce contexte.

Quelles mesures spécifiques seront prises pour garantir que les fonds alloués contribuent efficacement à la réalisation des objectifs fixés dans la directive ?

Le recours à un appel à projet tel que décrit précédemment garantit que les fonds alloués contribuent efficacement à l'atteinte des objectifs établis dans le cahier des charges. En effet, le bénéficiaire des fonds devra respecter et suivre le projet pour lequel il a soumis sa candidature afin de recevoir le financement. Pour assurer cette conformité, la Commission effectuera des versements échelonnés : les premiers 40 % seront versés après la soumission d'un premier rapport intermédiaire sur l'avancement du projet, suivis des seconds 40 % après la remise d'un second rapport, et enfin les derniers 20 % après la clôture du projet. Cette approche oblige les bénéficiaires des fonds à rendre compte de leur utilisation étape par étape. De plus, cela implique non seulement une responsabilité civile voire pénale, mais également une responsabilité financière, car le non-respect des engagements peut entraîner la non-attribution des fonds, obligeant potentiellement à financer l'échec sur leurs propres fonds.

Précisément au sujet de l'IA et des avancées technologiques est ce-que ce point nécessitera des fonds supplémentaires notamment en termes de recherches, d'infrastructures ?

En me concentrant précédemment sur la question de l'intelligence artificielle, je pense que vous disposez déjà d'une partie de réponse à votre question. Je peux tout de même développer. Dans le cadre de la directive retour, mais surtout dans le contexte plus large de notre politique européenne sur l'IA, des financements supplémentaires seront alloués à la recherche. Cependant, notre priorité est d'établir une réglementation précise pour encadrer rigoureusement ces avancées. La mise en place rapide d'un tel cadre par l'Union nous permettra d'être à l'avant-garde pour imposer une réglementation nécessaire à notre sécurité. Cette réglementation permettra aux agences européennes comme aux entreprises technologiques de s'engager sereinement dans le développement de ces technologies. En effet, ces entreprises expriment souvent des appréhensions à investir des sommes considérables dans des technologies qui pourraient être ultérieurement interdites. En tant que premier consommateur mondial et défenseur de nos valeurs démocratiques, l'Union sera en mesure de jouer un rôle clé dans le développement de cette technologie à l'échelle mondiale.

Related Content

Saudi Arabia wins vote to host 2030 World Expo



Germany's Scholz vows to 'invest heavily' in green transition despite budget crisis



ECB staff fume over concealment of fire risks at glitzy HQ



Morocco arrests suspect over bomb threats in Belgian schools



Inside Morocco's efforts to corrupt the European Parliament



You may like

Ukraine's EU reforms 'deeply impressive': Von der Leyen

By Nicolas Camut and Jamil Anderlini

Zelenskyy's split with military is 'Russian propaganda': Ukraine parliament chief

By Nicolas Camut and Barbara Moens

Netanyahu: Don't accuse me of boosting Hamas with Qatari money

By Paul Ronzheimer and Claudia Chiappa

La Commission prévoit-elle d'explorer des mécanismes innovants de financement ou des partenariats public-privé pour renforcer les ressources disponibles pour la mise en œuvre de la politique d'asile et migration ?

Comme mentionné précédemment, l'Union européenne prévoit d'établir des partenariats publics-privés dans ce domaine, avec un accent sur le territoire européen pour garantir la protection de nos données, une volonté que l'on retrouve dans l'article 33 de notre proposition de directive. Cependant, nous aspirons à être novateurs en diversifiant les financements et en lançant des appels à projets de moindre envergure à destination des PME du secteur. Nous reconnaissons que les PME ne peuvent pas assumer la responsabilité financière élevée associée aux grands appels à projets. C'est pourquoi nous voulons leur offrir une opportunité et encourager les initiatives au niveau européen. Nous sommes pleinement conscients du potentiel d'innovation de nos start-ups, c'est pourquoi nous envisageons de leur apporter un soutien adapté à leur échelle pour les intégrer dans le leadership de l'Union européenne dans ce domaine.

Comment la Commission évalue-t-elle l'impact financier à long terme de ses propositions sur les systèmes nationaux et régionaux ?

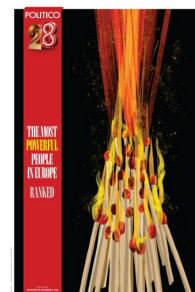
Tout au long de cette interview, nous avons discuté de l'impact financier de nos propositions, qui, bien qu'il soit probablement moins significatif que ce que l'on pourrait penser, reste indéniable. Néanmoins, cet impact financier s'inscrit dans le contexte plus large de la course à l'intelligence artificielle et à sa réglementation, comme en témoigne les profonds débats autour de l'IA act. Sur le long terme, les coûts financiers seront largement compensés par les bénéfices apportés par cette technologie. Comme je l'ai mentionné précédemment, il s'agit d'un investissement. C'est un investissement transversal et à plusieurs échelles dont nous récolterons les fruits à l'avenir, que ce soit pour le traitement rapide et efficace des données, permettant d'importantes économies, ou pour le contrôle des demandes d'asile. Outre les nombreux bénéfices humains, il y aura des économies sur les moyens employés pour localiser les ressortissants de pays tiers en situation de détresse dans nos mers.

Les exemples abondent et je suis convaincu que cet impact financier sera rapidement compensé grâce aux multiples applications et opportunités que cette technologie offre.

Plus de... [Samy Masmoudi](#)

Article réalisé dans le cadre du BWS 2023

[View the Latest Issue](#)



[READ THE LATEST PRINT ISSUE ONLINE](#)

EXPLORE PRODUCTS

SERIES

POLITICO 28 Series
Global Policy Lab
Climate, Changed
Work Reloaded
Silent Killers
After Corona
The Road to COP26
Telescope: AIDS
EU in Africa
Changemakers
The wonk's survival guide to the EU Green Deal

COMMENTARY

Unpacked
Beyond the Bubble
From Across the Pond
Club Med
Declassified

PODCASTS

EU Confidential
Westminster Insider
Power Play
Davos Confidential
Campaign Confidential
Politics at Jack and Sam's

OUR APPS



Print Edition

POLITICO LIVE

Explore the live extension of our journalism

DISCOVER POLITICO PRO

In-depth reporting, data and actionable intelligence for policy professionals – all in one place.

POLITICO RESEARCH AND ANALYSIS DIVISION